

On a mis en cause et à l'épreuve les avantages d'une plus grande libéralisation du commerce. Les pressions protectionnistes se sont intensifiées, tout comme les tensions entre grandes nations commerçantes.

La structure de l'économie mondiale est en pleine mutation. Il y a eu un net déplacement de la puissance industrielle des États-Unis vers le Japon, l'Europe et les pays nouvellement industrialisés (PNI). Malgré le récent recul du volume des échanges pétroliers mondiaux, les grands pétroliers ont vu leur richesse et, partant, leur pouvoir d'achat s'accroître de façon spectaculaire. La technologie est transférée à un rythme inégalé vers les pays en développement qui disposent d'une main-d'œuvre bon marché et qui sont de plus en plus en mesure d'absorber de nouvelles techniques. L'innovation technologique exige également une restructuration plus rapide sur le plan intérieur et met à l'épreuve les capacités d'adaptation des industries des pays développés. Bref, la course pour soutenir la compétitivité s'est intensifiée alors même que la croissance de l'économie mondiale a ralenti.

C'est sur cette toile de fond que se fait notre évaluation de la politique commerciale — actuelle et future — du Canada, notamment en ce qui a trait à la pertinence de cette politique à des considérations économiques intérieures et à un milieu international en mutation. Le présent document renferme une revue détaillée des principales composantes de la politique commerciale du Canada et une analyse des possibilités et contraintes qui se présentent aux niveaux national et international. Il constitue la base du document abrégé intitulé *La politique commerciale du Canada pour les années 80*.